

Le secteur postal et la récession mondiale

Document d'information préparé pour UNI Poste & Logistique



Préparé par Andrew Bibby et Neil Anderson

24 avril 2009

Version 4.0

1. Introduction

Une crise économique mondiale, semblable à celle que traverse actuellement une grande partie de la planète, entraîne une diminution de l'activité économique et menace l'emploi et la prospérité.

Les problèmes actuels ont probablement leur origine dans le secteur financier et bancaire, mais le ralentissement de l'activité s'est depuis étendu à d'autres secteurs de l'économie. Hélas, celui de la poste et de la logistique n'en sortira pas indemne.

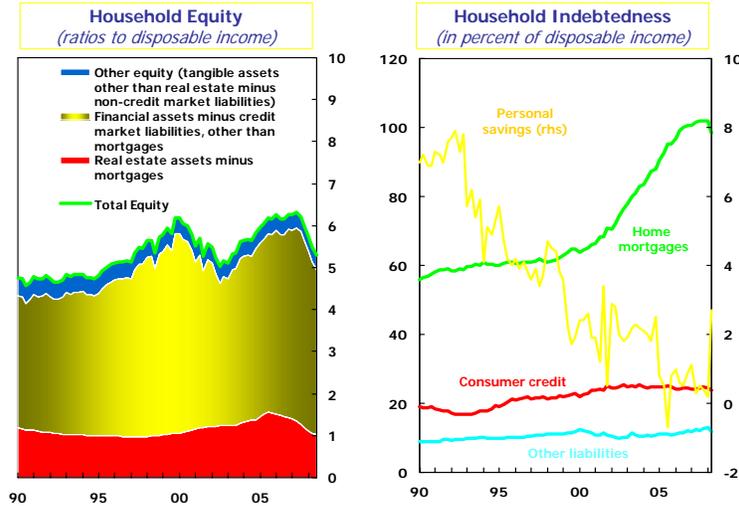
L'UPU a procédé à une première évaluation dans un rapport intitulé *The Global Economic and Finance Crisis: initial insights into its impact on the postal sector*, présenté lors d'une conférence internationale de l'UPU sur la crise qui s'est tenue au début du mois d'avril (à laquelle UNI était représentée). Dans l'ensemble, la position de l'UPU est le mieux exprimée dans l'intitulé du communiqué de presse qu'elle a publié par la suite : "Le secteur postal en ressent les effets, mais la crise financière ne constitue pas seulement une menace"¹. (Le sommaire du rapport est joint à l'Annexe 1. Sa version intégrale peut être consultée, en anglais, à l'adresse : http://www.upu.int/postal_economics/en/the_global_economic_and_financial_crisis_en.pdf)

Un élément essentiel à la compréhension d'une des causes de fond de la crise financière a été dévoilé par le représentant du Fonds monétaire international (FMI) à cette conférence. Emmanuel van der Mensbrugghe, Directeur des bureaux européens du FMI en Europe, a déclaré qu'une des causes les plus notables de la crise est une longue période, d'au moins dix ans, de stagnation des revenus moyens alors que, dans le même temps, le coût du logement et des crédits hypothécaires a sensiblement augmenté (voir le détail dans le tableau suivant)². Selon lui, cela veut dire que l'épargne des revenus moyens a chuté tandis que leurs niveaux d'endettement augmentaient sensiblement. Cet endettement accru, conjugué à une incapacité croissante à rembourser, a été une des principales causes de la crise. Il a ajouté que cette situation a aussi entraîné une baisse du niveau de bien-être des revenus moyens et une perte de confiance. Si cette situation ne s'améliore pas, la relance de la demande nécessaire à la hausse de la consommation et à la création d'emplois ne sera pas au rendez-vous.

¹ UPU, *The Global Economic and Financial Crisis: Initial Insights into its impact on the postal sector*, 2009. UPU, *Le secteur postal en ressent les effets, mais la crise financière ne constitue pas seulement une menace*, Communiqué de presse, 2 avril 2009. UPU, *Posts see opportunities in a time of crisis*, UPU News Centre, 2 April 2009.

² *Preliminary Lessons From the Crisis, Global Economic Prospects, and Policy Challenge*. Universal Postal Union, 2 avril 2009, Emmanuel van der Mensbrugghe, Directeur des bureaux européens du Fonds monétaire international.

Rising U.S. Household Leverage and Declining Savings



Hausse de l'endettement et diminution de l'épargne des ménages américains

Fonds propres des ménages (par rapport au revenu disponible)	Endettement des ménages (en pourcentage du revenu disponible)
<ul style="list-style-type: none"> • Autres fonds propres (actifs corporels autres que l'immobilier moins engagements autres que crédit) • Avoirs financiers moins crédits autres que hypothèques • Avoirs immobiliers moins hypothèques • Total des fonds propres 	<p>Épargne individuelle</p> <p>Hypothèques</p> <p>Crédit à la consommation</p> <p>Autres obligations</p>

S'agissant du secteur postal proprement dit, le communiqué de presse publié par l'UPU à l'issue de la conférence internationale poursuit en ces termes: "D'après les résultats de l'enquête, menée auprès de 15 grandes postes et entreprises de messageries express du monde, le secteur n'est certainement pas à l'abri de la crise, mais il ne manifeste pas non plus les signes d'une dépression économique, comme d'autres secteurs." L'UPU souligne la valeur que représentent, en temps de crise, la familiarité et la confiance que beaucoup de clients éprouvent vis-à-vis de leurs services postaux. Elle laisse entendre que de nombreuses opportunités s'ouvrent aux postes en ces temps difficiles.

Quoi qu'il en soit, une lecture approfondie du rapport de l'UPU suggère qu'il serait fort mal avisé d'afficher un excès de confiance. Un déclin de l'activité économique a un effet direct sur les quantités de courrier envoyées et, par conséquent, sur les recettes. C'est ce qu'a souligné le Postmaster General des États-Unis, John Potter, lorsqu'en janvier, il déclara devant le Sénat américain: "L'expérience acquise sur de nombreuses années nous a montré que l'activité de la poste aux lettres est un indicateur majeur de changement dans des cycles économiques plus larges ... Une dégradation durable de l'économie peut encore faire baisser les volumes de courrier et les recettes davantage et plus longtemps que nous l'avions prévu"³. Les craintes de J. Potter se sont confirmées aux États-Unis où le volume de courrier a chuté de 15% aux deux premiers trimestres de l'exercice 2009, soit deux fois le taux de déclin du PIB des États-Unis. ECORYS⁴ parle aussi d'un "lien fort" entre l'activité économique et les volumes de courrier.

Dans un tel contexte, il est à noter que l'essentiel du courrier envoyé à l'heure actuelle vient des entreprises plutôt que des particuliers. En Europe, par exemple, seuls 15% du courrier viennent des particuliers tandis que les 85% restants sont du courrier d'entreprise. Le courrier des entreprises aux consommateurs constitue, de loin, la première catégorie de courrier envoyé⁵, et la publicité par courrier direct est un élément important de ce segment de marché. Plusieurs études ont mis en lumière l'importance particulière du rôle joué ces dernières années par le courrier direct émanant de sociétés de services financiers⁶. Le publipostage aux clients de sociétés financières a encore accentué la croissance récente des volumes de courrier dans les pays développés; il faut s'attendre maintenant à un renversement brutal de cette tendance. (Le mouvement se dessine déjà: aux États-Unis, le courrier direct des sociétés de cartes de crédit a chuté de 28% au troisième trimestre de 2008 par rapport à 2007⁷.)

Les chiffres commencent à illustrer l'incidence directe du climat économique sur les postes et les entreprises de messagerie, quoique son étendue exacte ne pourra sans doute être évaluée avec précision que dans les mois à venir (il faudra peut-être même attendre la publication des résultats d'exploitation de 2009, l'an prochain). Le résultat est, hélas, souvent le même et se traduit par des baisses de recettes et des suppressions d'emplois. Les signes de cette évolution sont illustrés dans le chapitre suivant.

Mais le tableau n'est pas, comme le suggère l'UPU, entièrement sombre et des opportunités pourraient se présenter. Le plus important pour UNI est la possibilité de remettre en cause l'approche néolibérale du secteur postal qui s'est enracinée ces dernières années, en Europe en particulier, et de réaffirmer la valeur d'un service postal fiable, efficace et raisonnable en tant que service *public*. Comme l'a fait très justement remarquer le syndicat britannique des travailleurs de

³ John Potter, Déposition devant la Sous-commission de la gestion financière fédérale, Sénat des États-Unis, 28 janvier 2009.

⁴ ECORYS, Main Developments in the Postal Sector 2006-2008, 2009, page 105.

⁵ Cité dans ECORYS, page 108.

⁶ Cité dans ECORYS, page 104.

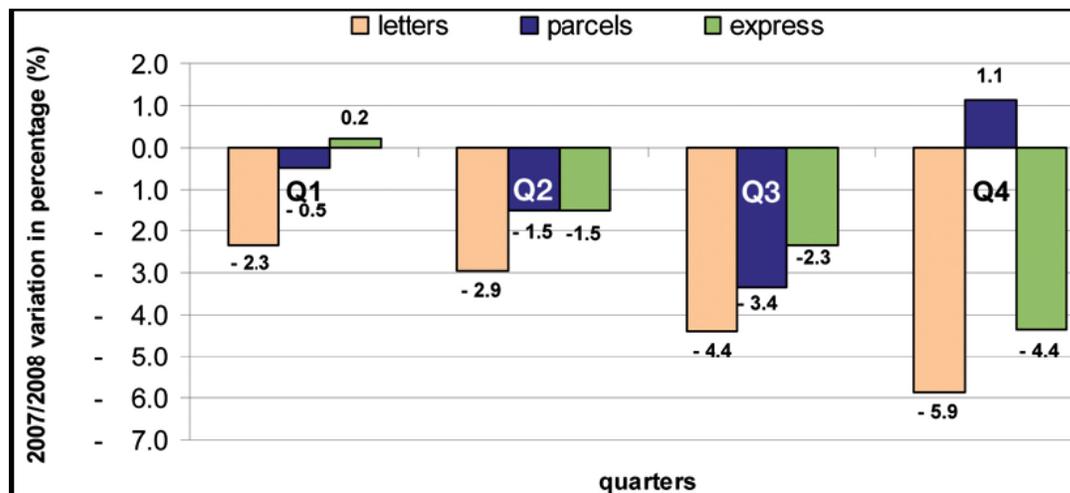
⁷ Faryal Mirza, In Post we Trust, UPU Union Postale, 4/2008.

la communication, comment un gouvernement peut-il justifier la privatisation du service postal alors que, dans le même temps, il fait rentrer plusieurs des plus grandes banques du pays dans le giron de l'État? Le vieux paradigme, qu'illustre bien le rapport de la Commission européenne, et pour lequel l'avenir de la poste est celui de la déréglementation et de la libéralisation du marché, prête beaucoup plus le flanc à la critique, maintenant que les limites d'une politique consistant à laisser libre champ aux forces du marché se sont révélées avec fracas dans d'autres secteurs de l'économie.

2. Situation actuelle

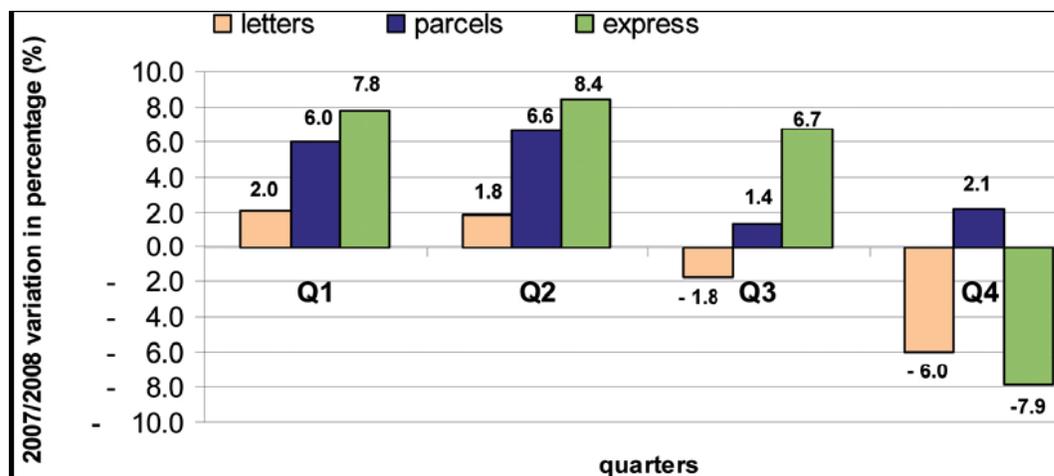
Le bilan des effets de la crise économique sur les opérateurs postaux qu'on peut déjà voir se dessiner partout dans le monde n'est pas rassurant.

L'UPU a récemment publié des statistiques comparant les volumes et les recettes des services postaux entre 2008 et 2007. Le tableau suivant, par exemple, analyse les taux de progression des services intérieurs de courrier, colis et express et fait apparaître des chiffres négatifs pour la plupart des trimestres et des catégories. (Les opérateurs étudiés représentent 66% du trafic intérieur de la poste aux lettres et 88% de celui des colis dans le monde. Le trafic express intérieur est estimé à 50 à 75% et porte notamment sur deux opérateurs privés).



Évolution entre 2007 et 2008 en pourcentage (%)		
lettres	colis	express
trimestres		

L'UPU a également comparé les *recettes* des services postaux et express sur les mêmes bases. Le tableau suivant montre une augmentation des recettes jusqu'au début du troisième trimestre de 2008, moment où la tendance s'est brusquement inversée pour afficher des taux de croissance négatifs.



Évolution entre 2007 et 2008 en pourcentage (%)

lettres	colis	express
trimestres		

Selon l'UPU, les chiffres relatifs aux recettes portent sur 62% du total des recettes mondiales de la poste aux lettres, 48% des recettes des colis et 50 à 75% des recettes du service express.

Le rapport de l'UPU *The Global Economic and Finance Crisis* contient des chiffres plus détaillés sur le trafic et les recettes.

On commence aussi à trouver des statistiques pour des marchés et des opérateurs particuliers. Ainsi, aux États-Unis, l'US Postal Service a connu un recul de plus de 4,5% du volume du courrier pour l'exercice comptable 2008. Neuf milliards et demi de pièces en moins ont été traitées l'an dernier par rapport à l'année précédente.

Le Président-Directeur général de l'US Postal Service, John Potter, a ouvertement parlé du "caractère extraordinaire des défis auxquels nous sommes confrontés". Pour 2009, a-t-il ajouté, "Nous n'attendons pas d'amélioration ... le volume devrait chuter de 12 à 15 milliards de pièces ... Si la tendance actuelle se maintient, nous connaîtrions une perte nette de 6 milliards \$ ou plus pour cet exercice comptable."⁸ La presse a aussi rapporté les propos d'un autre dirigeant de l'US

⁸ Voir note 1.

Postal Service qui aurait dit: "Nous subissons la baisse la plus forte depuis la grande crise"⁹. L'US Postal Service, qui a enregistré une perte nette de 2,8 milliards \$ en 2008, réagit en essayant de supprimer 100 millions d'heures de travail cette année (le double des économies réalisées l'an dernier) et en faisant appel à l'aide du gouvernement.

Les grandes multinationales font aussi état de difficultés. UPS a publié ses résultats pour le dernier trimestre 2008 en février de cette année et annonce un recul de 3,7% et 5% de recettes en moins par rapport au même trimestre de 2007. Le volume des colis aux États-Unis a diminué de 4,5%, voire 10% pour les envois aériens en vingt-quatre heures, la clientèle se détournant, selon UPS, des services les plus chers. Dans un communiqué de presse, son directeur financier a déclaré: "Cet exercice sera indubitablement un des plus difficiles de l'histoire d'UPS. Les économistes ne prévoyant aucune reprise sérieuse avant 2010, les recettes vont en pâtir en 2009. La baisse des volumes ainsi que du poids des colis va encore ajouter à la pression sur les marges." Le P-DG d'UPS, Scott Davis, parle de prendre les "décisions radicales nécessaires pour s'adapter", notamment par des changements dans la structure organisationnelle et les salaires¹⁰.

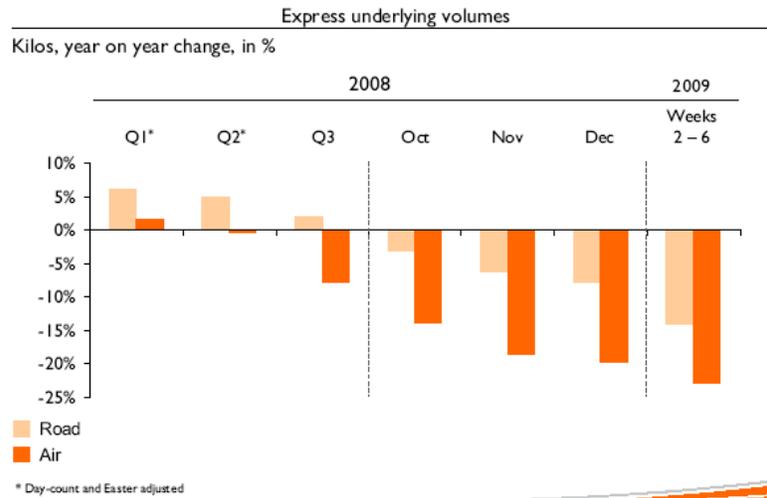
Un premier exemple de ces changements s'est produit en avril quand UPS a annoncé la suppression de 300 emplois de pilotes et a demandé au syndicat des pilotes de l'entreprise de rouvrir le contrat avec UPS afin de le renégocier. L'entreprise demandera probablement des réductions de salaires.

Un peu dans la même situation qu'UPS, TNT a aussi publié en février ses résultats pour le quatrième trimestre de 2008, et les chiffres vont sensiblement dans le même sens. On peut y lire que "les premières semaines de 2009 ont montré une baisse des produits express économiques et à l'international de 14% et 23% respectivement." TNT a publié une série de graphiques, dont celui reproduit ci-dessous qui indique une chute prononcée du trafic international express par rapport à la mi 2008, tant pour les livraisons par voie aérienne que par route.

⁹ Global economic slump means consolidation of US Postal Services delivery routes, January 19 2009, available on www.uniglobalunion.org.

¹⁰ UPS Reports Results for 4th Quarter, Full Year, Press release, February 3 2009, www.ups.com.

Express international volumes deteriorate sharply



Baisse prononcée des volumes express à l'international

Volumes express corrigés

Évolution annuelle du poids, en %

Semaines

* Comptage journalier et ajusté en fonction de Pâques

TNT a également annoncé que son marché du courrier intérieur aux Pays-Bas va accuser "une accélération de la baisse".¹¹ Le partenaire d'UNI, la Fédération internationale des ouvriers du transport, a averti que TNT était susceptible de supprimer un millier d'emplois dans le cadre de ses mesures de réduction des coûts, dont 300 au Royaume-Uni et les 700 restants dans des pays comme la France, l'Allemagne et l'Italie. TNT a pour objectif un abaissement de ses coûts de près de 400 millions € cette année.¹²

L'ITF a aussi averti en janvier que d'autres grandes sociétés de messagerie allaient supprimer des emplois en grand nombre. Selon elle, Fedex devrait supprimer plus de 500 postes dans le service de fret aux États-Unis, et elle ajoute: "Fedex Corporation a aussi bloqué les nouvelles embauches, réduit la durée du travail et procédé à des coupes sombres dans les salaires et les avantages sociaux. Les réductions de salaire vont suivre"¹³. En décembre, Fedex a revu ses prévisions de recettes pour 2009 à la baisse de 17%.¹⁴

¹¹ www.tnt.com. Press releases and reports Q4 and FY2008.

¹² ITF, TNT slashes jobs across Europe, February 20 2009, www.itfglobal.org.

¹³ ITF, Global delivery firms announce job cuts and freezes, January 9 2009, www.itfglobal.org.

¹⁴ MarketWatch, Sharp falloff in express demand to hurt shippers, December 9 2008, www.marketwatch.com.

Deutsche Post World Net cherche aussi à réduire ses coûts et son personnel. Carl Schelfhaut, son Premier vice-président, a déclaré en mars devant la conférence de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique que "2009, voire au-delà, sera une année pénible pour l'ensemble de l'industrie de la logistique y compris, 'comme nous le savons', le secteur du courrier"¹⁵. DPWN a fait savoir en janvier qu'elle poursuivait sa politique de réduction des coûts. Elle a déjà réduit les activités de DHL aux États-Unis, avec à la clé la perte de 15.000 emplois¹⁶. Les médias allemands ont fait allusion à de nouvelles suppressions de postes en grand nombre dans le groupe DPWN¹⁷ (d'après l'ITF¹⁸, des suppressions mineures ont déjà été annoncées par DHL pour l'Irlande, Hong-Kong et la République tchèque).

Pendant le congrès de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique, un autre orateur a parlé de l'effet du "tsunami" financier sur le secteur postal dans la région, où les reculs des volumes de courrier sont allés de 9,5% à 12% pour le dernier trimestre 2008. Ils seraient imputables à la baisse des exportations et des ventes par Internet ainsi qu'à des réductions des budgets de marketing.¹⁹

Ailleurs, les comptes financiers de La Poste (France) pour 2008, par exemple, montrent une baisse de la poste aux lettres de 3% (compensée par un regain d'activité dans les colis et l'express), mais un recul significatif du bénéfice général²⁰. Au Royaume-Uni, Royal Mail signale une baisse de 4% du courrier intérieur adressé au cours des six mois allant jusqu'à octobre de l'an dernier²¹. (Une étude indépendante réalisée au Royaume-Uni montre que les volumes de courrier direct ont diminué en moyenne de 8,5% en 2008)²².

Les opérateurs postaux confrontés à des conditions commerciales difficiles ont en réalité deux possibilités qui s'offrent à eux: soit travailler en partenariat social avec les organisations syndicales dans une approche négociée pour résoudre les difficultés, soit une approche unilatérale qui cherche à rejeter tout le fardeau sur les travailleurs.

UNI Poste & Logistique et ses affiliés vont bien sûr tout mettre en œuvre pour faire en sorte que tout changement éventuel soit négocié. En Nouvelle-Zélande, par exemple, notre affilié EPMU s'inquiète des propositions de restructuration de NZ Post engendrées par une chute du volume du courrier. Sa recruteuse nationale pour le secteur postal, Anna Kenny, résume la démarche du syndicat en ces termes: "Notre première mission en tant que syndicat est d'essayer de protéger le plus possible l'emploi de nos adhérents. Nous allons étudier les chiffres de l'entreprise d'un œil

¹⁵ Exposé au 10^e Congrès de l'APPU, 9-13 mars 2009.

¹⁶ Communiqué de presse de Deutsche Post World Net, 10 novembre 2008.

¹⁷ UNI, Deutsche Post: 40,000 jobs threatened in the USA, November 11 2008, www.uiniglobalunion.org.

¹⁸ ITF, Global delivery firms announce job cuts and freezes, January 9 2009, www.itfglobal.org.

¹⁹ Patrick A Lin, Meet the Challenge! Exposé au 10^e Congrès de l'APPU, 9-13 mars 2009.

²⁰ La Poste, Résultats 2008 du Groupe la Poste (Dossier de Presse), 12 mars 2009, www.laposte.fr.

²¹ Royal Mail Holdings, Trading update for the half year ended 28 September 2008, www.royalmailgroup.com.

²² PostInsight, UK Direct Mail Volumes Down 8.5%, According to REaD Group Research, February 20, 2009, www.postinsight.com.

très critique et voir comment il est possible d'utiliser au maximum les horaires de service et le redéploiement au sein du groupe NZ Post comme alternative aux licenciements. Au mieux, il n'y aura pas de pertes d'emplois mais si, en dernière analyse, il doit y en avoir, nous ferons tout pour que nos adhérents obtiennent non seulement la prime de licenciement prévue dans la convention, mais aussi une aide financière à la formation de reconversion et à la réinsertion externe.²³

Aux États-Unis, nos affiliés NALC et APWU ont déjà eu l'occasion de collaborer avec l'opérateur postal à la recherche d'une solution négociée dans des phases de changement. L'United States Postal Service et le NALC ont récemment conclu un accord intérimaire instaurant une nouvelle procédure d'évaluation et d'adaptation des tournées qui a permis d'appliquer rapidement et d'un seul coup une adaptation reflétant la baisse de la charge de travail.²⁴ La stratégie du NALC consiste à veiller à ce que les agents statutaires ne perdent pas leur emploi, même si c'est au prix d'une réaffectation des tâches. Le NALC a obtenu l'engagement de l'USPS de ne plus recourir à la sous-traitance utilisant du personnel non syndiqué et peu rémunéré dans tous les bureaux urbains employant des facteurs²⁵. Bien que ces négociations soient antérieures à la crise financière, elles témoignent d'une démarche visant à changer la gestion par le biais du partenariat social plutôt que par une solution imposée.

L'APWU a également prévenu ses adhérents que le ralentissement de l'économie et la chute des volumes de courrier pourraient entraîner des changements dans les conditions de travail, et notamment des réaffectations et des reclassements." Son Président, William Burrus, a dit: "Tant que le volume du courrier ne reviendra pas à son niveau antérieur, le personnel de la poste doit s'attendre à ce que de nombreux, de très nombreux changements lui soient imposés."²⁶

Là où les syndicats sont moins puissants, on risque de voir augmenter le recours à la main-d'œuvre flexible et au travail atypique. En 2007, la Fondation européenne attirait l'attention sur une multiplication des formes de contrats atypiques: "On recourt de plus en plus au travail intérimaire ou à d'autres formes de travail temporaire... Le développement de solutions de remplacement des bureaux de poste traditionnels a produit de nouvelles catégories de postiers qui n'ont plus de liens formels avec les grandes entreprises du secteur."²⁷ Comme le signale ECORYS, nos affiliés AbvaKabo FNV et FNV Bondgenoten ont essayé de négocier des contrats permanents pour les facteurs avec Sandd, Selekt Mail et Netwerk VSP qui, toutes, emploient du personnel sur la base de contrats atypiques. TNT elle-même, qui emploie des salariés avec des

²³ EPMU will fight to protect NZ Post jobs, April 14 2009.

²⁴ John Potter, Déposition devant la Sous-commission de la gestion financière fédérale, Sénat des États-Unis, 28 janvier 2009.

²⁵ UNI, Global economic slump means consolidation of US Postal Services delivery routes, January 19 2009; UNI, NALC stops delivery outsourcing in the USA, December 4 2008; both on www.uniglobalunion.org.

²⁶ UNI, APWU President Burrus talks about falling mail volumes in the US, January 21 2009, www.uniglobalunion.org.

²⁷ European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, Industrial relations in the postal sector, 2007, <http://www.eurofound.europa.eu/docs/eiro/tn0704018s/tn0704018s.pdf>.

contrats de type traditionnel, a introduit le concept des porteurs de courrier qui bénéficient de conditions plus limitées que les postiers conventionnels²⁸. (Un accord a été signé fin 2008).

La crise financière mondiale vient, bien entendu, ajouter son poids aux pressions qu'exerçaient déjà en Europe les opérateurs postaux pour procéder à des réductions à la suite de la libéralisation du marché. En Autriche, Österreichische Post veut réduire considérablement ses effectifs à moyen terme²⁹. La poste tchèque a une stratégie de restructuration qui prévoit le licenciement de 2.500 salariés et la fermeture de 179 bureaux de poste.³⁰ Posten Norge a négocié la suppression de 340 postes de soutien cette année, plus 30 autres l'année prochaine. Notre affilié norvégien Postkom a averti ses adhérents qu'ils devaient s'attendre à "une nouvelle période de changement et d'incertitude".³¹

3. Bureaux de poste et services bancaires

La crise actuelle est le résultat de l'effondrement, ou presque, sans précédent de beaucoup des plus grandes banques de grands pays du monde, conséquence de leur course aux profits par le biais de produits financiers et dérivés complexes insuffisamment contrôlés par les organismes de régulation (et probablement mal compris par les banques elles-mêmes).

Les banques classiques ont suscité auprès du public une grande désillusion à laquelle ne font rien pour remédier les primes et salaires extraordinaires que les banquiers continuent de s'octroyer, alors même que leurs entreprises capotent. Dans beaucoup de pays, les gens ne savent où mettre leurs économies et leur argent en sécurité. Dans l'état actuel des choses s'ouvrent de nouvelles possibilités de reconstruire l'activité bancaire traditionnelle du service postal.

Ces dernières années, la tendance consistait à considérer que les services financiers de la poste ne rentraient pas dans ses "activités de base" et à se défaire des banques de la poste dans le cadre du processus de libéralisation. L'exemple le plus récent a été la vente des activités bancaires de la Deutsche Post à la Deutsche Bank. Quoi qu'il en soit, pour de nombreux opérateurs postaux, les services financiers représentent une part importante de leurs activités et de leurs recettes. L'UPU souligne que la poste japonaise est la première caisse d'épargne au monde.³² Pour la Poste Italienne, les services financiers sont son activité de base par excellence

²⁸ Cité dans ECORYS, pages 217-218.

²⁹ EIRO, Restructuring plans provoke unrest among postal workers, December 2008.

³⁰ EIRO, Further job losses as part of ongoing restructuring at Czech Post, September 2008.

³¹ UNI, Posten to cut 370 jobs over a two-year period, January 8 2009, www.uniglobalunion.org.

³² UPU. Postal financial services: the closer the better.

et représentaient 66% de ses recettes en 2006. Pour La Poste (France), les services financiers représentent près d'un quart des recettes totales, et un cinquième pour SwissPost (Suisse).³³

L'UPU a mis en lumière les récents résultats encourageants de nombreuses banques de la poste: "Les institutions financières postales connaissent une croissance importante depuis le début de la crise. En 2008, quelques opérateurs européens, dont les postes suisse et allemande, ont vu croître, en un an, le nombre de comptes d'épargne ouverts et le nombre de dépôts effectués de plus de 50%".³⁴ Et elle ajoute qu'un phénomène semblable avait été observé durant la Grande Crise des années 30.

Ce serait donc l'occasion de provoquer quelque chose qui ressemble à un renouveau des services financiers postaux. Au Royaume-Uni, où la banque de la poste Girobank a été privatisée au début des années 1990, notre affilié Communication Workers Union mène une campagne active en faveur de la création d'une nouvelle Banque populaire de la poste dans le cadre de sa campagne générale contre le projet de privatisation partielle de Royal Mail. Comme le dit le syndicat, "La poste est une institution qui jouit d'une confiance exceptionnelle avec un réseau sans équivalent de 12.500 bureaux et, grâce à ce réseau, une Banque populaire pourrait offrir un service bancaire total pour tous... Le comique de l'histoire est que l'échec du système bancaire pourrait offrir l'occasion parfaite de renforcer le réseau de bureaux de poste et de le revitaliser pour en faire la vitrine du gouvernement et des services de courrier."³⁵ La campagne du CWU a reçu le soutien de la Fédération des petites entreprises et de l'Association nationale des organismes de crédit.

Aux États-Unis, le régime d'épargne postale a été aboli dès 1966. Pourtant, comme le fait remarquer l'UPU on note depuis peu un regain d'intérêt pour une remise en place de ce système, notamment dans un article publié l'an dernier dans le New York Times. Son auteur, Michael Lind, de la New America Foundation, écrit que, "lorsque la crise financière sera terminée, les Américains devront reconstruire notre système financier. Une nouvelle caisse d'épargne de la poste devrait figurer dans le projet".

Sur ce point, on peut envisager une collaboration entre UNI Poste & Logistique et UNI Finance. Ce dernier appelle de ses vœux un système bancaire diversifié, qui ne soit pas entre les mains de superbanques toujours plus grosses: "UNI Finance est favorable à un système financier qui comprenne de petites, moyennes et grandes entreprises et qui ne soit pas composé uniquement d'institutions privées tournées vers la maximisation des profits mais bien aussi d'institutions publiques et de coopératives. Une telle structure pluraliste fournit un supplément de stabilité."³⁶

³³ Fouad Nader and Michael Lintell, Mail Trends Update, February 2008 (available www.upu.int).

³⁴ UPU, Le secteur postal en ressent les effets, mais la crise financière ne constitue pas seulement une menace, Communiqué de presse, 2 avril 2009.

³⁵ CWU, People's Bank statement www.cwu.org/people-s-bank.html.

³⁶ Une révision en profondeur du système financier s'impose. 17 septembre 2008. www.uniglobalunion.org

Il faudrait aussi qu'UNI Poste & Logistique soutienne davantage le réseau international de transferts d'argent de l'UPU, le Système financier international (SFI). Comme le fait remarquer l'UPU: "L'accès à des services financiers et des transferts internationaux de fonds efficaces et abordables est d'une importance capitale, à tout le moins comme moyen de stimuler les économies nationales et le développement et de contribuer à réduire la pauvreté dans le monde – un des Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies ... Le coût des transferts internationaux d'argent est généralement élevé, avec des commissions pouvant aller jusqu'à 20% des transactions."³⁷

À court terme, le volume des transactions traitées par le SFI de l'UPU devrait diminuer, peut-être dans des proportions sensibles, avec le retour au pays de travailleurs migrants. Il faudra alors veiller à ce que l'élan à l'origine du développement de ce service ne s'essouffle pas parce qu'il bénéficie directement à des millions de travailleurs migrants dans le monde, en particulier ceux des pays en développement, et aussi parce qu'il contribue à créer un service postal international ancré dans le service public et l'intérêt du public. UNI a invité tous ses affiliés à exhorter les opérateurs postaux de leurs pays à adhérer au système SFI de l'UPU.³⁸

4. La libéralisation – et après ?

Le plus important est peut-être que l'effroyable crise financière que nous traversons aujourd'hui pourrait être l'occasion de s'attaquer avec plus de succès à la philosophie néolibérale des deux dernières décennies qui s'est traduite dans le secteur postal par la volonté de libéraliser le marché.

Comme on peut le lire dans la Déclaration de Londres de la Confédération européenne des syndicats, "La crise financière internationale doit constituer un tournant et provoquer un changement complet ... Le modèle dominant du capitalisme financier est sur le point de s'effondrer. Ce capitalisme, libéré de tout contrôle il y a 25 ans, notamment aux États Unis, a été utilisé comme le modèle à suivre dans le reste du monde. Il a traité de haut la grande majorité tout en les exploitant pour le bénéfice de quelques-uns, après des années de privatisations, de déréglementation et de marchés sans limites."³⁹

³⁷ UPU. Postal financial services: the closer the better.

³⁸ UNI, UNI Post & Logistics Global Union moves forward with new strategy, July 23 2008, www.uniglobalunion.org.

³⁹ CES, Déclaration de Londres, 27 septembre 2008.

Dans son rapport de 2008 sur l'application de la Directive postale, la Commission européenne parlait d'un "large consensus" pour la libéralisation des services postaux sur un marché concurrentiel. En réalité, il est largement prouvé que, même avant la crise, tel n'était pas le point de vue de beaucoup, en particulier de l'homme de la rue qui a assisté, effaré, aux attaques répétées lancées contre un service public qui fonctionnait bien.

Il est démontré que la libéralisation n'a pas profité à l'ensemble de la population (bien qu'elle ait profité aux entreprises). L'inquiétude monte. Le service PostInsight de Pitney Bowes a fait état de dissensions au sein du Parti libéral-démocrate au pouvoir au Japon à propos de la privatisation complète de la poste, par exemple, qui était à l'ordre du jour d'une réunion parlementaire en novembre.⁴⁰

Au Royaume-Uni, les problèmes liés à l'externalisation des services postaux à des tiers ont éclaté au grand jour en janvier de cette année lorsqu'une entreprise franchisée qui gérait trois succursales de la poste a cessé ses activités. Royal Mail a dû intervenir et mettre en place sa propre équipe de gestion pour que les bureaux concernés puissent rouvrir leurs portes.⁴¹

Hélas, rien ne garantit que l'actuelle course à la libéralisation du marché doive s'arrêter. Mais il y a maintenant une opportunité à saisir. La démarche doit consister à réaffirmer l'importance de la poste en tant que service public fondamental, que partie intégrante et essentielle d'une société qui fonctionne bien, et pas seulement une entreprise rentable parmi d'autres.

En réalité, certains défenseurs de la libéralisation de la poste voient dans la crise une excuse toute trouvée pour réclamer une libéralisation accrue. À la conférence de l'UPU qui s'est tenue en avril, le P-DG de TNT, Peter Bakker, a déclaré que la réponse à la crise est plus de libéralisation, moins de réglementation et un marché plus ouvert. Ces propos sont en contradiction flagrante avec la démonstration qu'une des causes originales de la crise était l'absence d'une bonne réglementation sur un marché de plus en plus déréglementé. Dans son exposé, Peter Bakker a également déclaré que la solution à la baisse des recettes et aux problèmes de trésorerie des opérateurs postaux était d'abaisser les salaires ! Des propos diamétralement opposés, bien sûr, à ceux du représentant de l'ITF à la conférence, pour qui la stagnation des revenus moyens avait été un des grands problèmes à l'origine de la crise.

Le message à faire passer est clair, et compréhensible pour tous. UNI Poste & Logistique devrait en faire une priorité.

⁴⁰ PostInsight, LDP Feud Over Japan Post Privatization Reignites, November 24 2008, www.postinsight.com.

⁴¹ UNI, The perils of outsourcing, January 13 2009, www.uniglobalunion.org.

5. La réponse d'UNI Global Union

UNI Global Union a déjà réagi vivement à la crise surtout par l'intermédiaire, logiquement, de son Secteur Finance. Au récent sommet du G20 de Londres, UNI a exposé ses revendications en vue d'une réforme du secteur de la finance et de la gouvernance générale des institutions financières. Le texte intégral de la réponse d'UNI au G20 et des revendications du Secteur Finance figure à l'Annexe Deux. En outre, plusieurs autres initiatives ont été prises au nom des syndicats en général par la CSI, la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE et plusieurs centrales nationales. Une analyse des Lignes directrices pour la gouvernance des entreprises de l'OCDE est actuellement en cours et UNI invite instamment tous ses affiliés à appuyer la position de la TUAC auprès de leurs gouvernements (détaillée à l'Annexe Trois).

UNI a aussi son "UNI Financial Crisis Watch", un site Internet consacré à la crise financière qui figure à l'adresse www.uniglobalunion.org/financialcrisis. Les affiliés trouveront sur ce blog d'autres documents d'UNI, des évaluations et demandes des affiliés ainsi que l'actualité récente sur la crise. Nous avons voulu en faire un forum pour permettre aux syndicats du monde entier d'échanger des informations sur la crise financière et sur les moyens d'y réagir. Les affiliés sont invités à envoyer au Secrétariat des bulletins d'information, à faire connaître leurs positions et les actions qu'ils ont entreprises à propos de la crise financière. Toutes les informations peuvent être envoyées à: barbara.wettstein@uniglobalunion.org.

Si vous souhaitez être tenu au courant de notre actualité, vous pouvez vous inscrire à notre Flux RSS sur la crise financière à l'adresse suivante: www.uniglobalunion.org/unifinance.nsf/crisis.rss.

S'agissant des services financiers, UNI Poste & Logistique appuie les demandes formulées par UNI Finance, à savoir:

- Un nouveau modèle de gestion durable, axé sur le long terme et conscient des risques, qui renforce la position des clients et des salariés. La supervision et la régulation financières doivent porter sur les procédures et pratiques de fonctionnement internes, y compris la rémunération, les gratifications, les pratiques de vente, les qualifications et les conditions de travail des simples salariés.
- Un dialogue structuré entre les syndicats de la finance, les superviseurs, les législateurs et les directions sur ces procédures et pratiques à tous les niveaux.
- Dans chaque institution financière, des chartes de la vente responsable des produits financiers portant sur ces matières et qui auront été négociées par la direction, les syndicats et d'autres parties prenantes.
- Une supervision financière exhaustive qui tienne compte de la diversification de l'industrie de la finance.

- Une information et une consultation complètes du personnel sur les mesures de restructuration à tous les niveaux; s'agissant des multinationales, elles devraient de préférence se fonder sur des accords mondiaux.
- Le respect des normes fondamentales du travail par les gouvernements et les entreprises dans les dispositions prises pour lutter contre la crise.

Plusieurs syndicats de la poste ont aussi agi individuellement et dispensé des conseils à leurs adhérents sur les moyens de faire face à la crise. Dans un message adressé à ses adhérents et accompagné d'un film qui peut être vu sur YouTube, le syndicat néo-zélandais EPMU déclare ceci:

"Dans cette crise, notre boulot en tant que syndicat est très clair. Nous devons prendre soin de nos adhérents, leur conserver leur emploi et préserver les salaires et les conditions. Il faut aussi mettre des limites pour que ce ne soient pas les travailleurs qui supportent tous les inconvénients d'une crise qu'ils n'ont pas provoquée.

"Par ce film, nous voulons nous assurer que nous comprenons bien la crise, mais aussi qu'elle ne nous fasse pas paniquer. Beaucoup d'employeurs cherchent à semer la panique chez les travailleurs et à s'en servir pour imposer la restructuration.

"Nous devons être unis en tant que travailleurs et, lorsque les employeurs s'adressent à nous, nous devons être prêts à leur parler, à passer toutes les questions en revue ensemble et nous assurer que le fardeau de la crise est partagé équitablement."

Vous pouvez trouver *Crunch Time*, de l'EPMU, sur YouTube, à l'adresse :

<http://www.youtube.com/user/NZAEPMU> ou sur <http://www.epmu.org.nz/crunch-time/>

L'EPMU a parfaitement raison, beaucoup de patrons de sociétés de messagerie et de courrier express prennent la crise financière comme excuse pour réduire les coûts, abaisser les salaires et diminuer les heures de travail. En réalité, comme nous le disions plus haut, le P-DG de TNT, Peter Bakker, a déclaré publiquement qu'il était convaincu que la crise implique que les entreprises doivent diminuer les salaires. Cette attitude est inacceptable et UNI Poste & Logistique va collaborer avec les syndicats pour les aider à trouver où sont réellement les pertes et identifier les cas où cet argument sert uniquement d'excuse pour détériorer les salaires et les conditions d'emploi et de travail.

De nombreux économistes pensent que la baisse des revenus des travailleurs et les nombreuses pertes d'emplois vont amplifier l'incidence négative de la crise. Dans l'exposé qu'elle a présenté à la conférence internationale de l'UPU sur la crise, l'ITF a dit que ce qu'il faut, c'est rétablir la

santé financière du secteur, relancer la demande et que les incitants fiscaux visent à augmenter les dépenses.⁴²

S'agissant des services postaux, UNI Poste & Logistique intensifie sa campagne contre leur libéralisation. En Europe, où la libéralisation est déjà une réalité, UNI vient de produire à l'intention des affiliés une trousse de lobbying intitulée "Réglementer la déréglementation". UNI Poste & Logistique y demande que la crise ne serve pas d'excuse pour libéraliser davantage le marché postal, mais qu'elle serve plutôt de leçon quant à la nécessité d'une réglementation forte et juste avec des mécanismes de contrôle et d'application adéquats.

Pour ce qui est des opportunités qu'apporte l'équation de la crise, UNI Poste & Logistique Syndicat mondial travaille en étroite collaboration avec l'UPU, plusieurs opérateurs postaux, des gouvernements et la Banque mondiale à la promotion de l'utilisation de la poste en tant que réseau financier de confiance. Les chiffres repris dans le présent document montrent clairement que le public considère les services financiers de la poste comme un havre pour leur épargne, ce dont témoigne l'utilisation croissante du système bancaire postal à la fois par les travailleurs migrants et les travailleurs à faible revenu.

C'est pourquoi UNI va promouvoir les services bancaires de la poste et l'utilisation du réseau postal pour les transferts de fonds des travailleurs migrants. L'Union postale universelle (UPU) a mis au point pour les postes du monde entier un système sûr et sécurisé de transfert électronique d'argent (SFI). Ce système est très intéressant pour les travailleurs migrants parce qu'il est peu onéreux et offre un moyen plus sûr et sécurisé d'envoyer de l'argent à leurs familles restées au pays. Il offre aussi à la poste un modèle économique plus viable dans les pays en développement et dans les régions rurales et reculées.

6. Revendications d'UNI Poste & Logistique Global Union

S'agissant de la crise financière mondiale et de l'industrie de la poste et de la logistique, UNI Poste & Logistique demande:

- Que la crise financière soit un motif pour repenser la politique de libéralisation du marché postal qui a échoué et que UNI Poste & Logistique fasse de la réglementation du marché postal une priorité.

⁴² Preliminary Lessons From the Crisis, Global Economic Prospects, and Policy Challenge. Universal Postal Union, 2 avril 2009, Emmanuel van der Mensbrugge, Directeur des bureaux européens du Fonds monétaire international.

- Que la crise ne serve pas d'excuse pour libéraliser davantage le marché postal, mais qu'elle serve de leçon quant à la nécessité d'une réglementation forte et juste assortie de mécanismes de contrôle et d'application adéquats.
- Que les gouvernements et les administrations postales s'attèlent rapidement au développement du réseau postal en tant que réseau financier de confiance offrant des services bancaires de base à la fois aux travailleurs migrants et aux travailleurs à faible revenu.
- Que les gouvernements favorisent le développement dans le monde entier du système de transfert de fonds sûr et sécurisé de l'Union postale universelle (UPU) pour le transfert électronique d'argent (SFI).
- Que la crise financière ne serve pas d'excuse pour restructurer, abaisser les salaires ou imposer des réductions de la durée de travail.
- Qu'il y ait une information et une consultation complètes du personnel sur les mesures de restructuration à tous les échelons – dans les multinationales, de préférence sur la base d'accords mondiaux.
- Le respect, par les gouvernements et les entreprises, des normes fondamentales du travail dans la lutte contre la crise financière.
- La mise en place d'un nouveau modèle de fonctionnement durable, orienté sur le long terme et attentif aux risques, et des moyens d'agir pour les consommateurs et les salariés. La réglementation et la supervision financières doivent porter sur les procédures et pratiques internes, y compris la rémunération, les mesures d'incitation, les pratiques de vente, les compétences et les conditions de travail des simples salariés.
- Un dialogue structuré entre les syndicats de la finance, les superviseurs, les législateurs et les directions sur ces procédures et pratiques à tous les niveaux.
- Que l'OCDE instaure un nouveau paradigme de la gouvernance d'entreprise fondé sur l'obligation de rendre compte à l'ensemble de la société, et avec une réglementation contraignante comme principe fondamental d'une mise en application efficace.
- Que les Lignes directrices pour la gouvernance des entreprises de l'OCDE respectent la diversité d'approches de la gouvernance d'entreprise, en incorporant des mécanismes d'information, de consultation et de représentation des travailleurs.

Annexe 1

“La crise économique et financière mondiale. Aperçu de son impact sur le secteur postal” – Rapport de l’Union postale universelle (UPU), avril 2009

Sommaire

La tourmente financière qui dévaste actuellement l'économie mondiale a laissé sa marque sur le secteur postal. Toutefois, comme le montre notre étude, ses effets n'ont pas été uniquement négatifs, mais aussi positifs. Contrairement à d'autres secteurs, comme l'industrie automobile, le secteur postal ne présente pas les caractéristiques d'une dépression économique. L'interprétation des résultats de l'étude suggère même que les réseaux postaux jouissent d'une confiance croissante pour ce qui est du développement du commerce électronique et de l'offre de services financiers. Ils se distinguent d'autres secteurs par leur circonspection. Cette étude est exhaustive dans la mesure où elle porte non seulement sur les opérateurs postaux historiques, mais aussi sur d'autres grands transporteurs privés.

Les résultats de l'étude, qui portent sur les 3^e et 4^e trimestres de 2008, se présentent comme suit:

- Le ralentissement de l'activité économique se traduit dans la dégradation des chiffres de l'activité postale, en volume comme en recettes, qui s'est accélérée dans les 3^e et 4^e trimestres de 2008
 - La rapidité de la crise a entraîné une baisse rapide des taux de croissance, même pour les opérateurs et dans les segments qui connaissent encore une croissance positive.
 - Dans les segments qui bénéficient des effets positifs de la crise, les variations de résultats entre opérateurs étaient négligeables. Cependant, l'inverse était vrai pour ce qui est des effets négatifs.
- S'agissant des volumes, les opérateurs postaux du monde entier ont ressenti le plus durement l'impact de la crise dans le segment de la poste aux lettres, avec des baisses prononcées du trafic national de 5,9% pendant le 4^e trimestre 2008 par rapport à la période correspondante de l'année précédente.
- C'est le service express qui a le plus souffert de la crise avec une chute des recettes de 7,9% en moyenne mondiale dans le 4^e trimestre sur une base annuelle.
 - Cela pourrait s'expliquer en partie par le fait que les consommateurs se détournent des services les plus chers.
- Les volumes du trafic intérieur de colis sont ceux qui ont le moins souffert de la crise; ils ont bien résisté alors que le ralentissement de l'économie s'accroissait dans le 4^e trimestre et ont même affiché une progression de 1,1% pendant le 4^e trimestre d'une année sur l'autre.
 - Cela coïncidait avec des ventes record du commerce électronique dans plusieurs pays pendant le 4^e trimestre 2008.
- Le trafic cumulé de colis national et international a dégagé une croissance positive des recettes tout au long de 2008, et notamment une progression de 2,1% des recettes pendant le 4^e trimestre, malgré une aggravation généralisée de la situation économique.
 - Les taux de croissance les plus élevés pour le trafic international de colis sont ceux des 2^e et 3^e trimestres, alors que les cours du pétrole étaient les plus élevés jamais atteints.
- D'une manière générale, les segments de marché international semblent avoir mieux résisté pendant le ralentissement de l'activité économique de 2008 que les segments nationaux, bien que le trafic postal international ait rapidement diminué entre les 3^e et 4^e trimestres, avec les perspectives incertaines que cela entraîne pour 2009.
- Face à la crise, les opérateurs ont connu des résultats plus uniformes dans le segment des colis que dans celui de la poste aux lettres.

- Les opérateurs de services postaux et express cotés en bourse ont suivi un parcours similaire s'agissant de leur index de référence et, dans certains cas, ont même dépassé leur index de référence.
- Jusqu'à présent, le secteur ne connaît pas encore les résultats désastreux de la Grande Crise des années 30 lorsque les recettes de la poste avaient baissé de 12,3% entre 1931 et 1932 aux États-Unis et les volumes de la poste aux lettres avaient reculé de 16,6% entre 1930 et 1931 en Allemagne
- Le nombre des dépôts postaux et des comptes d'épargne a augmenté très rapidement, avec des taux de croissance supérieurs à 50% dans certains pays. Un phénomène similaire s'était produit pendant la Grande Crise.

Annexe 2

La réponse d'UNI Syndicat mondial au G20, avril 2009

Depuis le début de la crise financière, UNI Syndicat mondial réclame inlassablement une réforme financière. Nos efforts commencent à porter leurs fruits.

Les conclusions du sommet du G20 qui s'est tenu à Londres le 2 avril arrêtent un plan de travail en vue d'un renforcement de la supervision et la réglementation financières dans lequel on retrouve de nombreuses revendications du mouvement syndical mondial, et plus particulièrement d'UNI Finance Syndicat mondial.

L'agenda du G20 a changé, délaissant la promotion de la déréglementation et du court-termisme au profit de l'instauration d'un système financier durable, conscient du risque, au service de la société et de l'économie dans son ensemble. Nous nous félicitons en particulier de la volonté du G20 de mettre en place un cadre global fort et cohérent de supervision et de régulation financières qui impose aux firmes et aux marchés financiers des critères rigoureux. Un des objectifs majeurs du G20 est de soutenir une croissance durable et de répondre aux besoins des entreprises et des personnes. Toutefois, il ne tient toujours pas suffisamment compte du rôle que jouent les salariés en veillant au bon fonctionnement de l'industrie de la finance. C'est là un point sur lequel nous continuerons d'insister.

UNI, ses affiliés et le mouvement syndical mondial vont redoubler d'efforts pour veiller à ce que les plans du G20 soient mis en application sur un mode qui assure la participation des organisations syndicales.

Le Secrétaire général d'UNI, Philip Jennings, et le Président d'UNI Finance, Allan Bang, ont participé à la délégation syndicale au G20. Les Syndicats mondiaux ont rencontré plusieurs chefs de gouvernement, dont l'hôte du G20, le Premier ministre britannique Gordon Brown à Downing Street, le Président brésilien Lula, le Président sud-africain Motlanthe et le Premier ministre australien Rudd. Des sessions de travail ont également eu lieu en présence des Directeurs généraux du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Dominique Strauss-Kahn et Pascal Lamy.

Nous assistons à un revirement total de l'agenda politique en réaction au néolibéralisme. Nous poursuivrons notre action afin de relever les défis politiques et de donner à la mondialisation une orientation nouvelle. Pour UNI, la sécurité d'emploi et le gagne-pain des salariés sont les enjeux majeurs de la solution à apporter à la crise économique et financière.

Semaine d'action mondiale d'UNI Finance sur la crise financière

En prélude au sommet du G20 du 2 avril, UNI Finance a organisé une Semaine d'action mondiale sur la crise financière (23 mars – 1^{er} avril). Les affiliés étaient invités à organiser des réunions et faire des démarches auprès des gouvernements concernant les politiques d'UNI Finance. UNI Finance a participé à la manifestation du 28 mars à Londres tandis que des affiliés ont pris part à des manifestations en France et en Autriche et que des affiliés belges et italiens ont organisé des réunions dans le courant de la semaine d'action.

UNI Finance a donné une conférence de presse internationale sur les pratiques de vente et les pressions que subissent les salariés de la finance, avec des interventions de collègues américains, brésiliens, britanniques et danois.

UNI Finance a créé un blog pour y publier les informations dont elle dispose sur la crise financière et celles en provenance des affiliés.

UNI Finance et les politiques des Syndicats mondiaux

UNI Finance travaille en étroite collaboration avec la CSI, la TUAC et d'autres Syndicats mondiaux. Pour UNI Finance, il s'agit avant tout de refondre le système financier et de surmonter la crise financière.

Après avoir consulté les affiliés, le Groupe directeur d'UNI Finance a adopté un document de fond intitulé "Pour une industrie de la finance responsable et durable" qui aborde cinq thèmes distincts mais liés entre eux:

- Les salariés au centre d'une industrie de la finance responsable et durable
- Une approche ascendante de la supervision et de la transparence
- Restructuration et rémunération
- Stabilisation et réforme du système financier
- Éducation financière

Le message primordial est que les consommateurs ont le droit d'être bien conseillés et que les travailleurs de la finance ont le droit de donner de bons conseils.

Les revendications fondamentales d'UNI Finance sont les suivantes:

- Un nouveau modèle de gestion durable, axé sur le long terme et conscient des risques, qui renforce la position des clients et des salariés. La supervision et la régulation financières doivent porter sur les procédures et pratiques de fonctionnement internes, y compris la rémunération, les gratifications, les pratiques de vente, les qualifications et les conditions de travail des simples salariés.
- Un dialogue structuré entre les syndicats de la finance, les superviseurs, les législateurs et les directions sur ces procédures et pratiques à tous les niveaux.
- Dans chaque institution financière, des chartes de la vente responsable des produits financiers portant sur ces matières et qui auront été négociées par la direction, les syndicats et d'autres parties prenantes.
- Une supervision financière exhaustive qui tienne compte de la diversification de l'industrie de la finance.
- Une information et une consultation complètes du personnel sur les mesures de restructuration à tous les niveaux; s'agissant des multinationales, elles devraient, de préférence, se fonder sur des accords mondiaux.
- Le respect des normes fondamentales du travail par les gouvernements et les entreprises dans les dispositions prises pour lutter contre la crise.

Le travail réalisé par UNI Finance a permis d'étayer nos démarches auprès d'institutions internationales et régionales, de gouvernements, de superviseurs et régulateurs financiers à tous les échelons. C'est aussi sur lui que se fonde le dialogue avec les banques et les compagnies d'assurance dans le monde entier.

Le document de fond s'inspire des travaux et des décisions d'UNI Finance depuis le début de la crise, en 2007. Il a été envoyé aux dirigeants du G20, des Nations unies, de l'Organisation internationale du travail (OIT), du FMI, du Conseil de stabilité financière (CSF, l'ancien Forum de stabilité financière ou FSF), de la Banque mondiale, de l'OCDE, de l'OMC et de l'Union européenne. Les affiliés ont été priés de le communiquer à leurs gouvernements.

Les principaux éléments de ce document sont résumés dans un dépliant disponible en anglais, en français, en allemand et en espagnol.

Organisations internationales

G20 : La position d'UNI Finance se reflète dans les déclarations adressées par les Syndicats mondiaux au sommet du G20 en mars.

FMI : En janvier, à l'occasion de la réunion de dialogue entre le FMI et les Syndicats mondiaux, UNI Finance a rencontré des experts du FMI afin d'entamer un dialogue sur la réforme financière axé sur les rôles du FMI et des syndicats de la finance. En parallèle, UNI Finance a également discuté de l'aide fournie par le FMI à l'Islande pour le compte du syndicat finlandais de la finance. Nous avons abordé ces questions directement avec le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, qui est toujours disposé à recevoir les Syndicats mondiaux, et UNI en particulier. Le FMI dispose d'un nouvel arsenal de fonds à la suite du G20. Il faut que le mouvement syndical ait une influence sur la manière dont ils sont dépensés dans les pays industrialisés. M. Strauss-Kahn affirme que le FMI n'applique plus les mêmes conditionnalités que dans le passé, mais l'expérience récente nous indique qu'il n'en va pas ainsi.

CSF : Le G20 a renforcé le rôle du CSF qui rassemble des régulateurs et des superviseurs des pays du G20 notamment. Le CSF sera au centre du cadre mondial de régulation et de supervision pour l'industrie de la finance. Lors d'une réunion avec UNI, en novembre, le CSF – appelé FSF à l'époque – s'est montré réticent quant à la mise en place d'un dialogue structuré avec le camp syndical. Des demandes répétées pour que soient communiqués les noms des organismes financiers pour lesquels le CSF constitue des collèges internationaux de supervision sont restées sans suite. Ces collèges rassemblent les principaux organes de supervision financière d'une multinationale de la finance donnée avec pour mission d'instaurer une supervision transnationale adéquate. Le Secrétaire général d'UNI se rendra en visite au CSF fin avril.

OCDE : Accompagné de la TUAC, UNI Finance a rencontré le Conseil de l'OCDE en novembre pour lui exposer sa conception de l'approche ascendante de la supervision financière. Par la suite, la TUAC et UNI Finance ont publié en janvier une déclaration commune sur l'éducation financière. Nous poursuivons notre collaboration avec l'OCDE, en lien étroit avec le processus de réforme financière, et plus particulièrement pour ce qui touche à la gouvernance de l'entreprise et à l'éducation financière.

OIT

Au mois de février, l'OIT a organisé un Forum de dialogue mondial sur la crise financière. Les partenaires sociaux – UNI Finance et l'Organisation internationale des employeurs (OIE) – ainsi que les représentants des gouvernements ont adopté des conclusions conjointes. En voici la teneur:

- il y a lieu de tenir dûment compte de la dimension sociale et de l'incidence sur l'emploi dans les mesures prises pour lutter contre la crise et réformer le système financier.
- l'OIT devra, avec les partenaires sociaux, suivre et analyser les activités de réforme du point de vue de la dimension sociale et de l'incidence sur l'emploi et être associée activement aux discussions pertinentes du G20, du CSF et d'autres instances internationales.
- au cours des vingt prochaines années, les activités de l'OIT devraient s'axer sur la crise économique et financière.
- l'OIT devra parrainer des réunions régionales et sous-régionales des partenaires sociaux pour veiller au suivi des conclusions.

L'OIE et UNI ont envoyé une lettre conjointe, avec ces conclusions, aux dirigeants des organisations internationales concernées (voir plus haut); une première pour ce type d'action commune. À son sommet du mois d'avril, le G20 a reconnu le rôle de l'OIT dans le processus de réforme relativement à la dimension humaine de la crise.

Union européenne

À l'échelon européen, UNI Finance a exposé ses politiques lors des réunions de consultation semestrielles avec le Directeur général en charge du marché intérieur à la Commission européenne. À cela s'ajoutent des contacts informels réguliers avec le Directeur général en vue de discuter des initiatives de politique de l'Union européenne et des points de vue d'UNI Finance.

UNI Finance insiste depuis 2007 sur le fait que les risques systémiques résultent aussi des systèmes de rémunération et de gratification des simples salariés de la finance ainsi que des pratiques de vente. C'est ce que constate aussi le rapport sur la supervision financière préparé par Jacques de Larosière pour l'Union européenne ainsi que la Communication sur la réforme financière que la Commission a ensuite publiée en mars.

UNI Finance a aussi remis des communications sur les initiatives prises par la Commission s'agissant de:

- la rémunération dans l'industrie de la finance;
- la supervision financière;
- les produits d'investissement de détail;
- l'inclusion financière;
- les rémunérations des actionnaires.

Des interventions ont aussi été faites devant le Parlement européen et devant les comités de supervision financière de l'Union européenne, comme le SEBC.

D'abord réticentes, les organisations européennes d'employeurs de l'industrie bancaire ont finalement accepté de discuter de la crise financière avec UNI Finance. À la réunion de janvier, il a été convenu de poursuivre ces discussions et échanges de vues. La crise financière est également abordée sous l'angle bilatéral avec les différentes associations d'employeurs et dans le cadre du dialogue social dans la banque.

Étapes suivantes

En collaboration avec les syndicats mondiaux, UNI Finance poursuivra ses interventions auprès des gouvernements, des instances de réglementation et de supervision, à l'échelon européen et mondial, à la lumière de l'évolution de ses politiques.

Il s'agira notamment d'influencer le FMI, le CSF et le G20 quant à leur recommandation et leurs politiques à propos de la future structure de supervision et de réglementation de l'industrie de la finance. Un point essentiel est celui des collèges de superviseurs pour les multinationales de la finance.

Un autre centre d'intérêt sera pour l'Union européenne et ses activités réglementaires en la matière. UNI Finance assurera aussi un suivi et interviendra au besoin après d'autres organismes internationaux à l'échelon mondial et régional. Dans ce contexte sera assurée une coordination des activités avec les affiliés.

UNI Finance œuvrera en faveur d'une mise en application rapide des conclusions du Forum de dialogue mondial de l'OIT sur l'incidence de la crise financière.

Il élaborera une charte-type sur la vente des produits financiers et, pour ce faire, nouera des relations avec des sociétés financières et autres parties prenantes (comme par exemple l'agence de notation sociale Vigeo et le Bureau européen des organisations de consommateurs, BEUC).

Il poursuivra ses échanges avec les associations d'employeurs et les entreprises à l'échelon régional, européen et mondial. Cela consistera notamment à promouvoir les accords mondiaux.

À l'échelon européen, plusieurs ateliers sont prévus:

- sur les pratiques optimales dans les relations professionnelles et la crise financière, avec quatre groupes de la finance, qui réuniront des représentants de la direction, des syndicats et des comités d'entreprise européens.
- sur la diversité de l'industrie de la finance et la crise financière, avec des représentants des organisations syndicales, des associations d'employeurs et des institutions européennes.
- sur le dialogue social et la crise financière en Europe centrale et orientale, avec des syndicats de cette région.
- sur le dialogue social et la crise financière en Europe centrale et orientale, avec quatre groupes de la finance, qui réuniront des représentants de la direction, des syndicats et des comités d'entreprise européens.

Veille UNI sur la crise financière

Sur la page du site Internet consacrée à la crise financière:

www.uniglobalunion.org/financialcrisis, les affiliés trouveront le blog précité, d'autres documents d'UNI, des évaluations et revendications de nos affiliés ainsi que l'actualité récente sur la crise.

Nous avons voulu en faire un forum pour permettre aux syndicats du monde entier d'échanger des informations sur la crise financière et sur les moyens d'y répondre. Les affiliés sont invités à envoyer au Secrétariat des bulletins d'information, à faire connaître leurs positions et les actions qu'ils ont entreprises à propos de la crise financière. Toutes les informations peuvent être envoyées à: barbara.wettstein@uniglobalunion.org

Si vous souhaitez être tenu au courant de notre actualité, vous pouvez vous inscrire à notre Flux RSS sur la crise financière à l'adresse suivante: www.uniglobalunion.org/unifinance.nsf/crisis.rss.

Annexe 3

Révision des Lignes directrices de l'OCDE en matière de gouvernance des entreprises :

Recommandations de la CSC-TUAC :

- Le document de l'OCDE semble avant tout préoccupé de réparer le 'vieux' modèle fondé sur la valeur actionnariale, un modèle qui nous a menés à la crise. Bien au contraire, c'est un nouveau paradigme de gouvernance des entreprises dont nous avons besoin, un modèle fondé sur la responsabilité vis-à-vis des parties constituantes et de la société en général, et sur la réglementation contraignante comme principe essentiel de mise en œuvre.
- L'OCDE doit respecter la diversité des systèmes de gouvernance des entreprises, dont les mécanismes d'information, de consultation et de représentation des salariés.
- L'OCDE doit examiner la procyclicité des politiques de rémunération des actionnaires fondées sur le concept de "free cash flow".
- Au-delà de l'indépendance et de la compétence, c'est la responsabilité du conseil d'administration vis-à-vis des principales constituantes de l'entreprise et de la puissance publique et des droits à l'information préalable par la direction qui doivent être restaurés.
- La question de la rémunération des dirigeants est un exemple frappant de la faillite de l'autorégulation. L'OCDE doit faire des propositions significatives pour la réglementation de la rémunération des dirigeants, selon des critères objectifs d'intérêt à long terme de l'entreprise, et en imposant des proportions équitables entre rémunération des dirigeants et rémunération de la main d'œuvre.
- La gestion du risque nécessite de munir les régulateurs et les autorités de supervision des instruments nécessaires à la prévention de groupes devenus « trop gros pour faire faillite » (approche descendante 'top-down'), tout en habilitant les représentants des salariés et d'autres constituantes à jouer un rôle de contre-pouvoir (approche ascendante 'bottom-up').
- Une approche ascendante 'bottom-up' du risque consisterait à élargir les systèmes de gestion du risque pour y inclure les mécanismes de représentation des salariés et leurs syndicats.
- La crise met en évidence la nécessité d'un nouveau système d'activisme actionnarial. L'OCDE doit entamer ce débat, notamment concernant l'amélioration de la structure de gouvernance des investisseurs institutionnels. Concernant l'activisme actionnarial, une distinction fondamentale doit être faite entre détenteurs et gestionnaires d'actifs.
- Un activisme responsable requiert en premier lieu une réglementation adéquate de l'industrie des gestionnaires d'actifs (dont l'obligation de divulgation des votes en AG pour le compte de leurs clients) et des fonds de capitaux privés (dont la transparence et la redevabilité de leur gouvernance interne).
- L'activisme actionnarial n'est pas une fin en soi. L'OCDE doit différencier les formes d'activisme en fonction des objectifs visés, ces derniers peuvent en effet servir l'intérêt à long terme de l'entreprise ou au contraire alimenter le court-termisme.